



## Édition d'assemblée de campagne de grève

### Qu'est-ce qu'une GGI ?

Une grève générale illimitée, c'est une grève qui n'a pas de fin prédéterminée et qui se termine lorsque les étudiant-e-s sont satisfait-e-s des nouvelles ententes avec le gouvernement. Elle est appelée générale, car elle implique plusieurs associations cégepiennes et universitaires du Québec qui partent en grève en même temps. Pendant cette grève, des assemblées de reconduction sont tenues régulièrement par les grévistes afin de déterminer si la grève se poursuit ou non.

### Ce qui se passe pendant une GGI

Durant la GGI, diverses actions et manifestations, autant à l'échelle locale, régionale que nationale, sont organisées. Le temps libéré par la grève permet aux gens de participer à des actions multiples et d'accentuer la pression exercée sur le gouvernement.

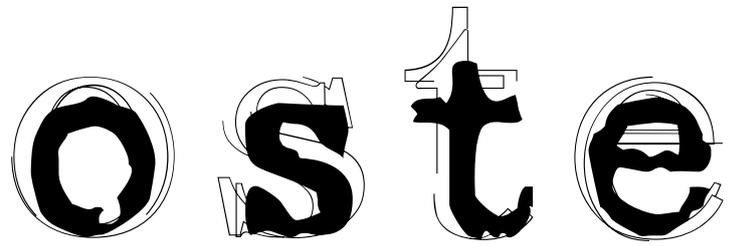
### Quel est le poids d'une grève générale?

Une grève illimitée effraie le gouvernement par son poids politique et économique puisqu'elle l'oblige à payer les professeur-e-s pendant la grève et plus tard, pendant le rallongement de la session. Comme cela coûte très cher, le gouvernement a tout intérêt à proposer rapidement un accord qui conviendra aux étudiant-e-s. De plus, la médiatisation des mouvements de contestation ajoute de la pression sur le gouvernement.

### La session pourrait-elle être annulée à cause de la grève générale illimitée?

Dans toute l'histoire des grèves générales illimitées étudiantes, jamais une session n'a été annulée. Les raisons sont simples: les coûts qu'engendrerait une annulation de session seraient exorbitants pour le gouvernement.

De plus, les étudiant-e-s de certains secteurs d'activité en demande, qui seraient non-diplômé-e-s, manqueraient à l'appel du marché, sans parler des nouveaux arrivants du secondaire qui seraient refoulé-e-s ailleurs en raison d'un engorgement dans les institutions postsecondaires.



# Assemblée générale pour une campagne de grève générale 27 avril 15h30 cafétéria des profs

VOICI EN QUELQUES CHIFFRES, LA HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ QUE LE NOUVEAU BUDGET DU GOUVERNEMENT, PRÉSENTÉ À QUÉBEC LE 17 MARS, PRÉVOIT:

# 1625\$

C'EST L'AUGMENTATION PRÉVUE PAR LE BUDGET 2011-2012.

# 3793\$

CE SERA LE PRIX D'UNE ANNÉE AU BACCALAURÉAT UNE FOIS LA HAUSSE COMPLÉTÉE, EN 2017.

## LA FACTURE ÉTUDIANTE AURA DOUBLÉ ENTRE 2007 ET 2017!

# 4956\$

C'EST ENVIRON CE QUE COÛTERA UNE ANNÉE D'UNIVERSITÉ SI NOUS AJOUTONS LES FRAIS AFFÉRENTS ET LES LIVRES.

# Histoire des grèves générales illimitées au Québec

## 1968

C'est en 1968 que la première grève générale de l'histoire du mouvement étudiant québécois est déclenchée. L'Union Générale des Étudiants du Québec (UGEQ) pilote cette mobilisation, sans précédent à l'époque, et cela mène à la création du réseau des Universités du Québec tel que l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ainsi qu'à l'amélioration de l'Aide financière aux études, c'est-à-dire les prêts et bourses.

## 1974

En 1974, le mouvement étudiant québécois est alors en lutte pour une amélioration de l'aide financière aux études. Les modifications du gouvernement Bourassa aux prêts et bourses rendent beaucoup plus difficile l'accès à l'aide financière aux études, ce qui met le feu aux poudres. L'association Générale des Étudiants du Cégep de Rimouski (AGER) déclenche cette seconde grève générale le 18 novembre 1974. Dès le lendemain, l'ensemble du Bas-du-fleuve part en grève. Seulement une semaine plus tard, près de 37 associations étudiantes sont en grève à travers le Québec. Au bout de la ligne, d'importantes améliorations sont apportées à l'aide financière aux études.

## 1978

En 1978, une nouvelle grève générale est déclenchée. Les principales revendications sont une bonification du programme de prêts et bourses, ainsi que l'instauration de la gratuité scolaire, telle que promise par le Parti Québécois. Des améliorations importantes sont apportées à l'aide financières aux études et les frais de scolarité sont gelés et le demeurent jusqu'en 1989. La revendication concernant la gratuité scolaire reste sans suite.

## 1986

En 1986, Robert Bourassa est réélu en tant que premier ministre du Québec et Claude Ryan est nommé ministre de l'éducation. Dès le début de

### F.A.Q

#### Les grèves, ça ne fonctionne pas.

Cet argument est souvent soulevé lorsqu'il est question de faire la grève. Pourtant, si nous regardons notre histoire, nous remarquons que chaque grève générale au Québec a réussi à faire reculer le gouvernement, et ce, même s'il avait déjà pris la décision à l'assemblée nationale.

l'hiver 86, ce dernier émet l'opinion que la promesse de gel des frais de scolarité devrait être abandonnée et qu'il y a deux fois trop d'étudiant-e-s universitaires au Québec. L'ANEEQ (Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec) organise une courte grève générale de deux semaines qui force le premier ministre Bourassa à déclarer à l'Assemblée Nationale l'engagement du maintien du gel des frais de scolarité jusqu'à la fin de son mandat.

## 1996

En 1996, dans le contexte du déficit zéro, la ministre de l'éducation Pauline Marois annonce que le gouvernement entend dégeler les frais de scolarité en proposant une augmentation de 600 dollars ainsi qu'une réduction du financement du programme de prêts et bourses. Rapidement, la grève est déclenchée dans trois collèges. Près de 20 autres associations étudiantes collégiales les imitent. Au final, la ministre de l'éducation réaffirme la volonté du gouvernement de ne pas dégeler les frais de scolarité.

## 2005

En 2004, le gouvernement Charest annonce la conversion de 103 millions de dollars de bourses en prêts. Dès lors, les associations étudiantes membres de l'ASSÉ et plusieurs associations étudiantes indépendantes envisagent la grève générale lors de la session d'hiver 2005. Celle-ci débute dès le 21 février dans la région de Montréal et s'étend rapidement à travers le Québec. Dès le 23, près de 30 000 étudiants et étudiantes sont dans la rue pour réclamer l'abolition de la réforme. Le mouvement deviendra rapidement sans précédent et les fédérations étudiants finiront finalement de s'y joindre le 7 et le 15 mars 2005. A son maximum, la mobilisation ressemble près de 250 000 étudiants en grève générale. Finalement, le gouvernement recule et annonce que les 103 millions de dollars de bourses ne seront pas transformés en prêts.

# La GGI fera reculer le gouvernement

La Grève Générale Illimitée n'est pas un jeu, ce n'est pas quelque chose que l'on entreprend à la légère. Son utilisation est une solution de dernier recours face au refus du gouvernement de collaborer. Une chose est pourtant sûre: seule la GGI a des chances d'empêcher la hausse des frais de scolarité, c'est ce que l'histoire nous prouve. Chaque fois que les frais de scolarité ont été augmentés c'est que le mouvement étudiant n'a pas su organiser une grève générale en réaction. Bien sûr, une GGI n'est pas synonyme de victoire automatique, mais c'est la seule avenue que nous avons. En tant qu'étudiant-e-s, la grève s'avère être notre seul vrai moyen de pression fort contre le gouvernement et ses attaques à l'accessibilité à l'éducation.

**1989-1990: 500\$ à 1668\$**

En 1989, le mouvement étudiant est divisé, avec la récente création des fédérations étudiantes (FECO, FEUQ) et les divisions internes au sein de l'ANEEQ. Les étudiants et étudiantes ne réussissent pas à organiser une grève générale illimitée. Seules quelques associations étudiantes entrent en grève et le mouvement s'essoufle rapidement. Résultat: la facture universitaire a plus que doublé.

**2007-2012: 1668\$ à 2168\$**

En 2007 le gouvernement annonce une hausse de 50\$ cumulatif par session, une hausse globale de 500\$ si l'on tient en compte qu'il y a deux sessions par année. Pourtant, la rhétorique gouvernementale de l'époque (il affirme que la hausse ne représente qu'une bière de moins par semaine), a raison du jugement critique des étudiant-e-s. Le vote de grève s'est malheureusement soldé par un refus des étudiant-e-s de déclencher la grève. Il est probable que plusieurs se mordent les doigts de ne pas avoir voté pour la grève en 2007, maintenant qu'ils et elles en payent la facture à l'université!

**Le gouvernement se fout des grèves du Vieux-Montréal. On en fait trop !**

Effectivement, une grève menée simplement par le Vieux-Montréal n'aurait aucune chance d'être victorieuse. C'est pourquoi la grève illimitée ne sera jamais votée sans l'appui des autres associations étudiantes à travers le Québec. Pour fonctionner, une grève illimitée doit être générale, c'est-à-dire que plusieurs dizaines de milliers d'étudiant-e-s doivent avoir un mandat de grève générale illimitée avant que la grève ne puisse débiter.

**Pourquoi faire la grève pour l'éducation, puisque nous sommes beaucoup plus chanceux que dans le reste de l'Amérique?**

Il ne s'agit pas ici de chance. Si les conditions pour étudier sont meilleures au Québec, c'est parce que les étudiant-e-s ont lutté pour leurs droits. Devons-nous attendre d'être au même niveau que les autres pour protéger nos acquis sociaux? De plus, beaucoup de pays européens avec une économie semblable à celle du Québec offrent une éducation totalement gratuite et de qualité (en Finlande, par exemple).

## **Mandat proposé à l'A.G. du** **27 avril:**

Ces mandats ont pour but de donner les principes fondamentaux qui animeront notre lutte. Cette lutte se soldera par la tenue d'une assemblée de grève générale illimitée qui sera donc automatiquement déclenchée lorsque 7 autres associations étudiantes représentant au moins 20 000 étudiants et étudiantes auront voté-e-s des mandats similaires dans leurs assemblées générales. C'est donc seulement lorsque ce seuil de 7 associations étudiantes ou 20 000 membres votant-e-s que se tiendra le « réel » vote de déclenchement de grève générale illimitée. Il est important de se positionner dès maintenant afin de coordonner les forces étudiantes si nous voulons une grève générale illimitée.

Attendu que les frais de scolarité sont une attaque directe à l'accessibilité aux études postsecondaires pour tous et toutes;

Attendu la nouvelle hausse des frais de scolarité annoncée par le budget Bachand se chiffrant au total à 1625\$ en 2017;

Attendu les mandats de l'AGECVM qui réclament la gratuité scolaire;

Attendu que l'AGECVM dénonce le principe d'utilisateur-payeur et de marchandisation des services publics;

Attendu que les moyens d'action entrepris par l'AGECVM contre la hausse des frais de scolarité n'ont pas encore fait reculer le gouvernement;

Attendu que la grève générale illimitée constitue le seul moyen d'établir un réel rapport de force avec le gouvernement;

La Riposte est un journal d'information politique sur les enjeux de l'éducation, ainsi que sur une multitude de phénomènes sociaux. Son but est, par une diffusion massive, que tou-te-s les étudiant-e-s puissent être au courant des nouvelles politiques concernant leur éducation.

Tu as de nouvelles idées ou bien tu voudrais participer à son élaboration? Écris nous à: [mobagecvm@gmail.com](mailto:mobagecvm@gmail.com)

**Que l'AGECVM tienne une campagne d'information sur la grève générale illimitée qui se soldera par un vote en assemblée générale spéciale GGI à l'année 2011-2012.**

**Que les revendications de la campagne soient les suivantes :**

Contre toute hausse de frais de scolarité et frais afférents dans une perspective de gratuité scolaire;

Contre toute forme de financement et d'intrusion du privé dans les institutions scolaires;

Pour l'abolition de la contribution parentale dans le calcul de l'AFE (aide financière aux études) dès le départ du domicile familial.

***De combien de temps la session peut-elle être prolongée?***

Tout dépend de combien de temps dure la grève. Ce qui est sûr, c'est que la session ne peut pas être reportée très tard dans l'été, car les professeur-e-s, selon leur convention collective, n'enseignent pas au delà de mi-juin. En 2005, la grève avait duré cinq semaines et la session avait été allongée de seulement deux semaines.

Pour être victorieuse, la grève n'a pas besoin d'être longue. Le but d'une grève est d'obtenir ce que nous voulons le plus rapidement possible. Il est donc primordial d'utiliser le temps libéré par la grève pour augmenter la pression économique en organisant des actions de toutes sortes (manifs, perturbations, occupations, etc). De cette façon, la grève aura un impact plus important et le gouvernement se verra dans l'obligation de fléchir devant la pression qui lui est imposée.

***S'il y a une grève, je ne pourrai pas aller à mes stages et je ne pourrai pas les reprendre!***

Contrairement aux cours réguliers, les stages ne peuvent effectivement pas être repris aussi facilement. C'est pourquoi à chacune des grèves votées, qu'elles soient illimitées ou non, ils sont toujours maintenus. Donc, les étudiant-e-s qui ont des stages obligatoires ne sont pas pénalisés.